



BAROMÈTRE 2015 DE L'EAU DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT

État des lieux de l'accès à une ressource vitale # 01 MARS 2015

AVEC LA PARTICIPATION DE FRANCK GALLAND | PHILIPPE GUETTIER | JACQUES OUDIN | GÉRARD PAYEN | RENAUD PIARROUX | CLAUS SORENSEN



Un Baromètre de l'eau... potable pour tous dans le monde

Nous sommes heureux de vous présenter ce premier *Baromètre de l'Eau* à la veille de la Journée Mondiale de l'Eau du 22 mars et du 7^e Forum Mondial de l'Eau qui a lieu en Corée du sud du 12 au 17 avril et où nous serons présents.

À l'initiative de l'ONG humanitaire SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, ce Baromètre a pour vocation de rassembler de nombreux acteurs et experts de l'eau dans un but commun, l'accès universel à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030.

Ce Baromètre publie des articles de fond, de stimulantes présentations et analyses de programmes humanitaires, ainsi que des interviews de Gérard Payen (UNSGAB), de Philippe Guettier, du Partenariat Français pour l'Eau, de Renaud Piarroux, professeur de médecine et spécialiste du choléra, de Jacques Oudin, dont la célèbre Loi fête son 10^e anniversaire.

Si les Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations-Unies (OMD 2000-2015) ont induit des progrès réels à saluer, entre 3,5 et 4 milliards d'êtres humains n'ont toujours pas accès à une eau réellement potable et 2,6 milliards n'ont pas accès à des toilettes. Cette eau insalubre provoque chaque année la mort d'environ 2,6 millions de personnes, dont 1,8 millions enfants. On ne peut pas l'accepter.

Nous savons aussi que l'eau potable est une source essentielle du développement, du fait de ses liens étroits avec la santé, l'alimentation, l'éducation, l'énergie...

C'est pourquoi un Objectif Eau et Assainissement est essentiel dans les prochains Objectifs de Développement Durable (ODD 2015-2030) qui seront votés en septembre 2015 à l'ONU. Mais ce n'est pas suffisant. Cet objectif doit comprendre des indicateurs précis, des objectifs concrets, des statistiques fiables et des ressources financières indispensables. Enfin, l'eau doit être intégrée aux politiques d'adaptation et d'atténuation des conséquences du réchauffement climatique.

Ensemble, soyons à la hauteur de ces enjeux vitaux pour l'Homme et la planète.

ALAIN BOINET
Fondateur de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

BAROMÈTRE 2015 DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT N°01,
ÉTAT DES LIEUX DE L'ACCÈS À UNE RESSOURCE VITALE

Une publication proposée par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Directeur de la publication Jean-Yves Troy | Rédaction en chef Renaud Douci |

Coordination éditoriale Tugdual de Dieuleveult avec Alain Boinet | Rédaction Alain Boinet, Tugdual de Dieuleveult, Renaud Douci, Erwann Lacoste, Jean-Marc Leblanc,

Julie Mayans, Camille Niel, Jean-Yves Troy | **Contributeurs** Arnaud Courteuisse,

Franck Galland, Philippe Guettier, Jacques Oudin, Gérard Payen, Renaud Piarroux,

Claus Sorensen | **Photos** SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, Tugdual de Dieuleveult,

ECHO, Phovoir, Vincent Tremeau | **Conception graphique et illustration** F. Javelaud |

Impression Le Réveil de la Marne | **Merci aux éditions Autrement et à David Blanchon**

pour la carte des tensions liées à l'eau tirée de son *Atlas Mondial de l'eau*.



3	ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT
4	LES CHIFFRES DE L'EAU
5	EAU SOURCE DE VIE
6	EAU SOURCE DE MALADIE
8	EAU SOURCE D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
10	EAU SOURCE DE CONFLITS ET DE CATASTROPHES
12	EAU SOURCE DE COOPÉRATION
14	EAU SOURCE DE MOBILISATION
16	2015, ANNÉE CRUCIALE POUR L'EAU

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

L'assistance d'urgence aux victimes de conflits, de catastrophes naturelles et d'épidémies, prolongée par une aide au relèvement précoce, est la raison d'être de l'association humanitaire SOLIDARITÉS INTERNATIONALE depuis maintenant 35 ans. L'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement est au cœur de l'expertise de nos équipes et de leur intervention sur le terrain. Présentes actuellement dans une vingtaine de pays, elles apportent une aide humanitaire vitale à plus de 5 millions de personnes, sans aucune autre considération que celle de leurs besoins, dans le respect de leur dignité, sans juger ni prendre parti, fondements de l'action humanitaire.

solidarites.org



Point de chloration, République Démocratique du Congo

Un combat humanitaire



ENGAGEMENT L'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement est au centre de tous les combats dont l'Humanité doit s'emparer pour assurer sa propre survie et son développement.

Année du 7^e forum mondial de l'eau et du vote des nouveaux Objectifs du Développement Durable aux Nations Unies, 2015 marquera un moment charnière pour la prise en compte de ces enjeux vitaux par la communauté internationale.

PAR JEAN-YVES TROY, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

AUJOURD'HUI encore, 3,5 milliards d'êtres humains boivent chaque jour de l'eau dangereuse pour leur santé. 2,6 milliards manquent toujours d'un assainissement adéquat. 2,6 millions de personnes meurent chaque année de maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre.

Les acteurs humanitaires que nous sommes menent contre ce fléau un combat quotidien, sur le terrain, mais aussi en luttant auprès des instances nationales et internationales pour faire entendre la voix de celles et ceux à qui nous venons en aide chaque jour.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, association humanitaire d'urgence qui porte secours aux victimes de conflits, de catastrophes naturelles et d'épidémies depuis maintenant 35 ans, a ainsi décidé de dresser chaque année un état des lieux de cette ressource vitale : pour mieux en suivre l'évolution, les réussites, les obstacles, mais aussi vérifier que les engagements pris par

la communauté internationale sont bel et bien respectés.

À défaut d'être exhaustive, cette première édition se veut recenser et rappeler les grands chiffres et les grands enjeux de l'eau et de l'assainissement, ainsi que leurs liens directs avec la santé, le développement, l'éducation, les conflits, les catastrophes naturelles...

Au nom des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dont les droits humains ne sont pas respectés

Pour ce projet, l'association a rassemblé ses experts en Eau, hygiène et assainissement, ainsi qu'en Sécurité alimentaire et moyens d'existence. Elle a également fait appel à de grands spécialistes de la question : médecin, géopolitologue, législateur, acteurs de l'eau... Autant de parties prenantes dans notre combat pour l'accès à l'eau et à l'as-

ssainissement pour tous, parmi lesquelles on compte notamment la Direction Générale à l'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO). Claus Sorensen, son Directeur Général, nous confirme d'ailleurs que ce secteur est bien une priorité du premier financeur d'aide humanitaire au monde.

L'eau et l'assainissement sont en lien direct avec la santé, le développement, l'éducation, les conflits...

Cette première édition est enfin l'occasion de remercier ces contributeurs et de rendre hommage à nos équipes qui se battent chaque jour pour accéder et apporter une aide en mains propres à ces hommes, ces femmes et ces enfants dont les droits humains, notamment en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement, sont loin d'être respectés.

LE 7^e FORUM MONDIAL DE L'EAU

Le 7^e FME se déroule cette année du 12 au 17 avril en Corée du sud, à Daegu et Gyongbuk, et doit réunir 35 000 participants. Il a lieu tous les 3 ans depuis 1997. Il est organisé par le Conseil Mondial de l'Eau et le pays hôte. Au programme : plus de 500 sessions et des panels de haut niveau. Une déclaration ministérielle est également attendue.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE pilotera notamment une session dans le cadre du Partenariat Français pour l'Eau, avec Action Contre la Faim et le Secours Islamique France, sur "L'eau et les catastrophes : de la réponse humanitaire à la protection des moyens de subsistance et des économies" avec la participation d'Aquassure, la commission européenne ECHO, des Agences de l'Eau et la Société des Eaux de Marseille.

POUR ALLER PLUS LOIN eng.worldwaterforum7.org



- » **2,6 MILLIONS DE PERSONNES** meurent chaque année des suites de maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre.
- » **600 000 D'ENTRE ELLES** ont moins de 5 ans et meurent principalement de maladies diarrhéiques.
- » **7 000 PERSONNES, DONT 5 000 ENFANTS** de moins de 15 ans, meurent chaque jour de maladies liées à l'eau.
- » **60% DES DÉCÈS** ayant pour origine la diarrhée ont pour cause une eau ou des aliments contaminés par des pathogènes du fait d'un mauvais environnement sanitaire et de pratiques d'hygiène inadéquates.



- » **2,6 MILLIARDS DE PERSONNES** manquent toujours d'un assainissement adéquat.
- » **1 MILLIARD D'ENTRE ELLES** défèquent encore à l'air libre.
- » **IL Y A PLUS DE PERSONNES** sans accès à un robinet d'eau potable et à des toilettes décentes en ville **qu'il y a 10 ans**.
- » **272 MILLIONS DE JOURNÉES D'ÉCOLE** sont manquées à cause du manque de toilettes



- » **90% DE L'ENSEMBLE DES RISQUES NATURELS** sont liés à l'eau. Leur fréquence et leur intensité s'accroissent.
- » **1 300 MILLIARDS DE DOLLARS** de dommages ont été causés par ces catastrophes naturelles liées à l'eau depuis 1992.
- » **4,2 MILLIARDS DE PERSONNES** ont été affectés par les inondations, les sécheresses et les tempêtes depuis 1992. Rien qu'en 2010, environ **297 000 personnes** ont perdu la vie dans **373 catastrophes naturelles**.

» **3,5 MILLIARDS DE PERSONNES** boivent chaque jour de l'eau dangereuse ou de qualité douteuse.

» **76% DES FEMMES ET DES ENFANTS** dans les pays en développement passent **140 millions d'heures** chaque jour à chercher de l'eau.



» **88% DES CAS DE DIARRHÉES** sont attribuables à une eau non potable, à un assainissement inadéquat ou à une hygiène insuffisante.



» **4 MILLIARDS D'INDIVIDUS** seront soumis à un stress hydrique **d'ici 2025**, contre **400 millions en 1995**.

- » **EN DESSOUS DE 500 M³** de réserve d'eau par an et par habitant, le développement économique et social est compromis.
- » **15 LITRES D'EAU** par jour et par personne, c'est la moyenne de consommation d'eau en Afrique Sub-Saharienne. Les États-Unis, l'Australie ou le Japon, atteignent **250 litres**.

- » **2 MILLIARDS DE PERSONNES** utilisent de l'eau contaminée par des matières fécales.
- » **PLUS D'UN MILLIARD DE PERSONNES** ont eu accès à des sources d'eau améliorée depuis 2000.
- » **PRÈS D'UN MILLIARD DE PERSONNES** ont gagné un accès à des toilettes décentes entre 2000 et 2012

Source OMS/UNICEF (2014)

POUR ALLER PLUS LOIN wssinfo.org

Une ressource au centre de tout

ÉCLAIRAGE L'eau est un élément vital pour assurer la survie dans l'urgence, mais aussi pour le développement économique à moyen et à long terme à travers l'éducation des plus jeunes. Qu'elle soit potable ou dédiée à l'agriculture, l'eau est une ressource indispensable, au centre de tout.

PAR LE DÉPARTEMENT TECHNIQUE ET QUALITÉ DES PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



De l'eau pour la santé

Il a été prouvé à maintes reprises que l'accès à l'eau potable, en quantité suffisante, complété par l'utilisation de toilettes hygiéniques et des pratiques d'hygiène adaptées, reste le meilleur moyen d'éviter les épidémies. Ces maladies transmises par voie féco-orale (diarrhées aiguës, choléra, fièvre typhoïde...) et celles liées à l'eau insalubre (malaria, bilharziose...), demeurent une des 1^{ères} causes de mortalité au monde avec 2,6 millions de décès chaque année.



De l'eau pour assurer la sécurité alimentaire

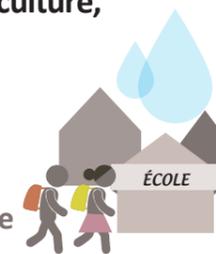
Un approvisionnement régulier en eau douce, potable ou non, constitue la base pour maintenir voire développer les activités économiques de la population rurale. L'irrigation, respectueuse de l'environnement, permet de sauver les récoltes en cas de sécheresse, et d'en obtenir 2 à 3 par an au lieu d'une seule. Pour les éleveurs aussi, l'eau est cruciale : pour abreuver le bétail, optimiser des pâturages, produire du fourrage. Elle reste aussi essentielle à l'économie dans les villes. Enfin, il existe un lien direct entre l'eau potable et l'accès au revenu dès lors que les travailleurs, en bonne santé, se trouvent en condition de travailler. D'après l'OMS, 1 \$ investi en assainissement dans les PVD*, c'est 9 \$ de bénéfice économique.

* Pays en voie de développement



De l'eau contre la malnutrition

Il est acquis depuis quelques années que l'efficacité de la lutte contre la malnutrition sévère et chronique passe en partie par la mise en œuvre de programmes EHA dans les communautés frappées par la malnutrition. Rappelons que malnutrition et diarrhée constitue un cercle vicieux et que la malnutrition infantile est la cause de 35% des décès d'enfants de moins de 5 ans. On estime que 50% de ces cas sont directement associés à des diarrhées chroniques ou des vers intestinaux (source UN Water 2008).



De l'eau pour apprendre

L'impact des programmes d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (EHA) s'étend jusqu'au domaine scolaire. Un élève en bonne santé est plus attentif et apte à la réussite scolaire et simplement plus présent à l'école. D'après l'UNICEF, 272 millions de journées scolaires sont perdues chaque année en raison de maladies diarrhéiques. Par ailleurs, il est notoire que la présence de toilettes hygiéniques dans les écoles, avec des dispositifs pour la toilette intime en période de menstruation, est un facteur important venant diminuer l'abandon scolaire des jeunes adolescentes.



De l'eau pour l'environnement

Les programmes EHA ont aussi une répercussion positive sur la protection de l'environnement : gérer les déchets solides, traiter les eaux usées, drainer les eaux pluviales sont des actions cruciales en la matière. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL appuie la mise en place de comités de gestion communautaire de l'eau qui permettent une gestion durable de cette ressource afin de la préserver sur le long terme. Par ailleurs, en réalisant des infrastructures prenant en compte les risques de catastrophes naturelles (inondations, sécheresse), mais aussi de conflits sociaux autour de la ressource en eau, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL contribue à les réduire pour les communautés.



EAU HYGIÈNE ASSAINISSEMENT



“ Les maladies liées à l’ingestion de l’eau sont les plus meurtrières ”

INTERVIEW Les maladies liées à l’eau et à un environnement insalubre sont une des premières causes de mortalité. Pourtant, il existe de nombreux moyens pour contenir certaines épidémies ou prévenir certaines maladies. Le professeur Piarroux, spécialisé en infectiologie et en médecine tropicale, a répondu aux questions de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MARC LEBLANC, RÉFÉRENT EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT CHEZ SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

CHOLERA LA MALADIE DES MAINS SALES

Depuis plusieurs siècles, le choléra s’est propagé à de nombreuses reprises depuis son réservoir d’origine dans le delta du Gange et du Brahmapoutre, au Bengale, vers le reste du monde. Très contagieuse et fréquemment mortelle si elle n’est pas traitée, cette maladie se transmet par voie orale : par l’eau, par la nourriture et par les mains souillées. Elle est le résultat d’une absence d’hygiène et d’une méconnaissance de cette infection. Le choléra provoque une perte d’eau et d’électrolytes (ions contenus dans le sel par exemple) par la diarrhée et par les vomissements, qui peut dépasser 10% du poids du corps en 24 heures. Il faut donc apporter autant d’eau et d’électrolytes que la personne en a perdus en la réhydratant. On peut empêcher les nouvelles contaminations par des mesures d’hygiène personnelles (lavage des mains, traitement de l’eau de boisson, défécation dans des latrines) et collectives (fourniture d’eau potable, gestion des excréta).

“ Pour mettre fin au choléra, il faut l’éradiquer des endroits où il existe déjà, explique le Pr Piarroux. Ce sont les hommes porteurs de *Vibrio Cholerae*, la bactérie responsable de la maladie, qui la diffusent dans les régions non atteintes.”

Quelles sont les maladies liées à l’eau et à un environnement insalubre qui tuent le plus ?

Tout d’abord, il y a les maladies liées à l’ingestion d’eau (maladies diarrhéiques, fièvres typhoïdes, hépatites). Viennent ensuite les maladies vectorielles (paludisme) où l’eau est le lieu de reproduction et de ponte, en particulier du moustique. Il y a aussi les maladies liées au manque d’eau comme le choléra quand la concentration de plusieurs personnes sur quelques points d’eau résiduelle facilite la transmission. Et le trachome, maladie due au fait de se frotter les yeux avec des mains sales : les paupières s’infectent et les cils viennent abimer la cornée provoquant la cécité. Enfin, il y a les maladies par contact avec l’eau comme la bilharziose mais dont le taux de mortalité est plus faible.

Certaines de ces maladies sont simples à soigner et à prévenir. Pourquoi font-elles des millions de victimes ?

Les maladies liées à l’eau sont faciles à soigner quand il y a un médecin à proximité

et un système de santé efficace. Quand les gens ne savent pas que la réhydratation orale est efficace contre les maladies diarrhéiques par exemple, c’est plus complexe. Et même quand on le sait... Beaucoup de gens savent qu’il faut chlorer l’eau, se faire soigner dès qu’il y a une diarrhée, mais ils n’en n’ont pas les moyens.

Pourquoi l’eau et l’assainissement sont-ils primordiaux pour prévenir des maladies ? Il est très important d’agir en amont. Les actions de sensibilisation, d’information et d’amélioration de l’accès à l’eau potable sont indispensables. Distribuer des pastilles de chlore a un vrai effet bénéfique lorsque la ressource en eau est contaminée par des germes. Enfin, les actions plus générales de sensibilisation au niveau des décideurs que mène notamment SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, ont également leur importance.

Comment aller plus loin ?

La sensibilisation au lavage des mains, les actions d’information, d’amélioration de l’accès à l’eau et à son assainissement (chloration) jouent un rôle, mais cela n’empêche pas toujours les épidémies. Pour être vraiment efficace, les acteurs doivent se doter des capacités d’analyse notamment grâce à l’investigation épidémiologique. Il faut mener des actions terrains guidées par l’épidémiologie. Séparément, ces deux combats sont moins efficaces.

La pression sur certains écosystèmes risque-t-elle de favoriser la transmission et l’apparition de certaines maladies, notamment celles qui sont liées à l’eau ?

La pression sur les écosystèmes forestiers est mise en cause dans l’émergence de maladies comme Ebola, mais elle ne favorise pas vraiment l’apparition de maladies hydriques comme le choléra. En revanche, dès lors que l’on change notre rapport avec l’eau, on favorise l’apparition de bactéries, de parasites qui vont profiter d’un système au détriment d’un autre.



RENAUD PIARROUX est professeur à l’université d’Aix-Marseille et chef de service de parasitologie et mycologie à l’Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille. Pédiatre, spécialisé en infectiologie et en médecine tropicale, il est également spécialiste du choléra.

Toilettes : les chiffres de la honte



FOCUS Pour Jean-Marc Leblanc, référent Eau, hygiène & assainissement chez SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, ne pas parler du manque de toilettes dans le monde relèverait d’une pudeur mal placée. Surtout quand on en connaît les conséquences.

Près de la moitié de la planète ne dispose pas de conditions sanitaires décentes.

1 milliard de personnes sur terre n’ont tout simplement pas de toilettes. Autrement dit, elles doivent marcher, se cacher, attendre la nuit pour déféquer à l’air libre. On ne s’imagine pas combien, pour elles, faire leurs besoins tient du calvaire et influe sur leur santé même. Je pense particulièrement à ses centaines de milliers de femmes qui préfèrent se priver de repas pour ne pas aller aux toilettes, parce que le manque de latrines les obligerait à partager celles des hommes.

272 millions de journées d’école sont manquées à cause du manque de toilettes

L’absence d’infrastructures sanitaires constitue également l’une des causes majeures du décrochage scolaire des jeunes filles dans le monde, qui sont des millions à ne plus oser aller à l’école à l’âge de leurs premières règles.

Choléra, tiphus, polio...

Près de 375 000 tonnes de matières fécales sont déposées dans la nature. Un seul gramme contient jusqu’à 10 000 virus dont la poliomyélite et un million de bactéries responsables de la dysenterie, de la diarrhée ou du choléra. Des maladies dont il est impensable de mourir encore aujourd’hui. Et pourtant c’est le cas de 2,6 millions de personnes, dont 600 000 sont âgées de moins de 5 ans.

Se protéger contre le risque de contaminations

Améliorer les conditions sanitaires et d’hygiène est crucial pour réduire le risque de maladie diarrhéique. Disposer de latrines appropriées évite de contaminer les sources et les nappes d’eau. Se protéger efficacement des maladies passe par des règles essentielles d’hygiène : se laver les mains, utiliser du savon, savoir élaborer des solutions de réhydratation pour soigner les diarrhées aiguës...

La malnutrition, une maladie hydrique

DECRYPTAGE Au XXI^e siècle, la sous-nutrition demeure, dans de nombreux pays, un fléau majeur provoquant chaque année le décès de 3,1 millions d'enfants de moins de 5 ans, soit environ 35% des cas de mortalité infantile. Elle affecte gravement la croissance physique et mentale de millions d'autres¹.

PAR ERWANN LACOSTE, RÉFÉRENT EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT CHEZ SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Si la sous-nutrition ne peut être considérée comme une maladie hydrique au sens propre, on estime en revanche qu'elle est associée dans 60% des cas à la diarrhée ou à des infections intestinales, elles-mêmes largement provoquées par la consommation d'eau non potable, par l'absence de toilettes hygiéniques et par des pratiques d'hygiène inappropriées (l'absence de lavage des mains au savon plus particulièrement).

Le manque d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (EHA) est donc indéniablement l'une des causes sous-jacentes de la malnutrition, comme l'ont démontré de multiples études scientifiques².

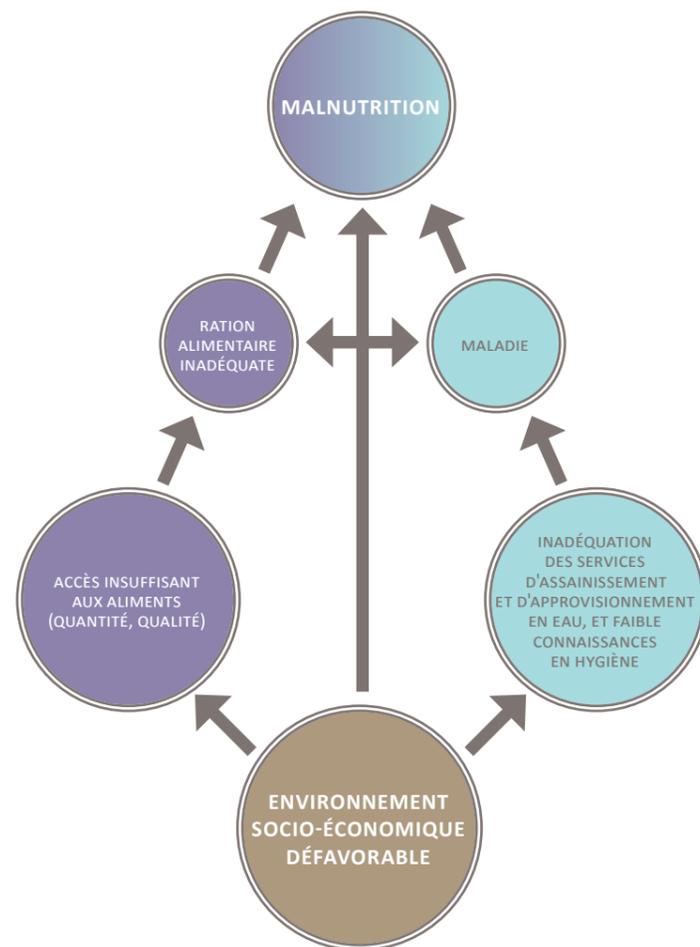
1. Rapport OMS 2014, sur données 2012 (décès malnutrition) / Impact de la malnutrition chronique et aigue : The Lancet, Maternal and Child nutrition, juin 2013).
2. WaSH and Nutrition studies : washnutrition.worldpress.com

SAHEL LA STRATÉGIE "WASH IN NUT"

Au Mali, aux alentours des villes de Kolokani, de Dire et de Kidal, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a mis en œuvre 3 programmes EHA s'inscrivant dans la stratégie "Wash in Nut" qui vise, depuis 2012, à inclure systématiquement la WaSH (Water, Sanitation and Hygiène – EHA), dans les programmes de lutte contre la malnutrition. Ce combat était auparavant assez souvent limité à la seule réponse médicale, avec la prise en charge des enfants atteints de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) dans des Centres de Réhabilitation Nutritionnels (CRN).

Ces programmes se donnent ainsi pour objectifs d'équiper CRN, hôpitaux et postes de santé en infrastructures sanitaires -points d'eau potable, latrines, douches, incinérateurs à déchets... tout en formant le personnel médical à leur entretien. Ils visent aussi à donner à l'enfant malnutri et à sa famille, un kit d'hygiène (bidons pour stockage hygiénique de l'eau, savon, pastilles de chlore) afin de poursuivre le traitement à domicile et de limiter les risques de rechute.

Enfin, les programmes EHA permettent d'intervenir dans les régions présentant des taux de MAS élevés, en améliorant l'accès à l'eau potable par des infrastructures communautaires (puits, forages, réseaux d'eau...), l'assainissement dans les ménages (latrines) et en y déployant des campagnes de promotion de l'hygiène.



De l'eau pour se nourrir et se développer

EXPERTISE L'eau contribue à améliorer la disponibilité, l'accès et l'utilisation des aliments, les trois facteurs indispensables de la sécurité alimentaire*.

PAR JULIE MAYANS, RÉFÉRENT SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE CHEZ SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

La sécurité alimentaire est assurée par la disponibilité des denrées alimentaires (productions agricole et animale), l'accès (accès physique au marché, accès économique aux aliments) et une bonne utilisation (alimentation adéquate et conditions de santé favorables à son assimilation). Trois piliers qui sont indissociables de l'eau, élément vital et nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire des personnes, leur survie et le développement de leurs activités économiques.

Disponibilité : de l'eau pour produire les denrées alimentaires

L'eau est au cœur de toute activité agricole. L'agriculture capte environ 70% de l'eau douce planétaire. Sans eau, éleveurs et agriculteurs sont dans l'incapacité de produire, de se nourrir et d'avoir accès à un revenu, ce qui a des conséquences dramatiques lorsque l'on sait qu'ils représentent un tiers de la population mondiale et que trois quarts d'entre eux sont victimes de la faim. La croissance démographique mondiale estimée à 2 voire 3 milliards d'habitants sur les 40 prochaines années, associée à l'évolution des régimes alimentaires, entraînera une augmentation de la demande alimentaire

de 70% d'ici 2050 (par rapport au niveau de 2009), donc à une intensification de l'utilisation de l'eau à usage agricole. Or c'est bien cette eau à usage agricole qui assure la disponibilité des denrées alimentaires au sein des familles et sur les marchés locaux.

Accès : de l'eau pour favoriser l'emploi

L'eau est tout autant nécessaire au secteur industriel. C'est en utilisant cette ressource vitale comme moyen de production qu'il développe une activité économique génératrice d'emploi et donc de revenu pour une large frange de la population, contribuant ainsi à leur sécurité alimentaire.

Toujours dans cette perspective, le lien entre l'eau potable et l'accès au revenu peut être directement établi. De nombreuses journées productives sont en effet perdues dès lors que les travailleurs, en mauvaise santé, ne se trouvent pas en condition de travailler. Les pertes économiques dues à un manque d'accès à l'eau et à l'assainissement sont estimées à 260 milliards de dollars par an. Et pourtant, selon l'OMS, en 2012, chaque dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'eau rapporte 2 dollars et chaque dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'assainissement rapporte 5,5 dollars.

Utilisation : de l'eau pour l'assimilation des aliments

L'eau potable à usage domestique est indispensable pour la santé. Un individu en bonne santé assimilera de manière effective les aliments, alors qu'une personne atteinte de maladies diarrhéiques n'absorbera que partiellement la nourriture. Sa guérison sera alors plus difficile.

La santé des individus, dont 805 millions étaient en situation de sous-alimentation chronique en 2012-2014, passe aussi par une alimentation saine, ce qui implique que les aliments soient lavés avec de l'eau potable uniquement. En effet, 60% des décès ayant pour origine la diarrhée le sont du fait d'une eau ou d'aliments contaminés par des pathogènes présents dans un mauvais environnement sanitaire et de pratiques d'hygiène inadéquates. Enfin, la sécurité alimentaire est également assurée par un usage assidu de l'eau potable dans les domaines de l'accès aux soins et des conditions sanitaires.

À travers la conception de ses programmes, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL intègre donc ces deux problématiques indissociables : l'eau et la sécurité alimentaire.

* La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

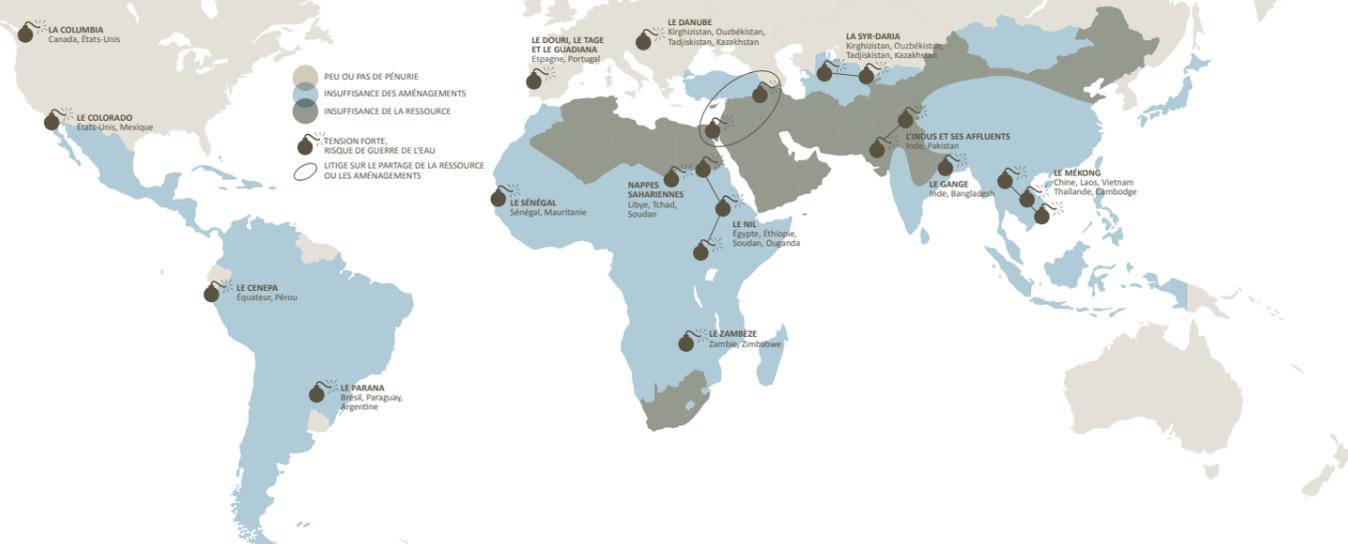


Grâce à l'irrigation, les Hazâras des montagnes centrales d'Afghanistan peuvent cultiver les plaines et assurer leur sécurité alimentaire, malgré un climat des plus arides.

AFGHANISTAN POUR UNE GESTION EFFICIENTE DE L'EAU

Dans la région de haute montagne au climat aride de Yakawlang, dans le centre de l'Afghanistan, la gestion de l'eau à usage agricole et domestique est l'une des problématiques majeures. En hiver, alors que tout est enneigé, l'eau est une denrée rare. Au printemps, la fonte des neiges provoque une arrivée d'eau massive qu'il faut alors gérer pour éviter des inondations. L'autre défi est de conserver et réutiliser cette eau pour être en mesure d'irriguer les cultures et d'abreuver les animaux durant toute la période estivale.

Dans ce contexte, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL travaille auprès des communautés rurales pour favoriser une gestion efficace de l'eau tout au long de l'année en construisant des ouvrages hydrauliques : réservoirs d'eau, canaux d'irrigation et de drainage. Afin d'assurer la bonne gestion de ces infrastructures et leur maintien dans le temps, des associations de gestion de l'eau, reconnues officiellement par l'État afghan, sont créés puis formées.



La carte des tensions

ANALYSE Auteur de plusieurs ouvrages sur la géopolitique de l'eau, Franck Galland commente la carte des tensions liées à l'eau tirée de l'ouvrage de David Blanchon, *Atlas Mondial de l'eau* paru aux éditions Autrement.

CATALYSEUR DE CONFLITS

Comme on le constate sur la carte, il existe une "diagonale de la soif" de Gibraltar au Nord-Est de la Chine, soumise à un énorme stress hydrique, ainsi qu'à des tensions provoquées par le manque d'eau de surface. Sur cet axe, un habitant dispose en moyenne de réserves de moins de 500 m³ d'eau par an, un seuil en deçà duquel toute logique de développement économique et sociale d'un pays est sérieusement compromise. L'eau dans ces régions est un catalyseur de conflit qui s'ajoute à d'autres causes : ethniques, religieuses, politiques ou économiques.

TENSIONS LIÉES À LA RESSOURCE

Les guerres de clans autour d'un puits sont nombreuses, notamment au Yémen dont la capitale Sanaa ne dispose plus que de 120 m³ par an et par habitant en termes de ressources. En revanche, il n'y a pas aujourd'hui de guerre à cause de l'eau et de l'eau seule. Il risque pourtant d'y avoir de forts conflits frontaliers notamment entre l'Égypte et l'Éthiopie. La construction du barrage Renaissance en Éthiopie d'ici 2017, qui deviendra la plus grande réserve d'eau douce d'Afrique, devrait réduire le débit du Nil égyptien qui fournit 98% de l'eau consommée dans le pays. Les Égyptiens ne se laisseront pas faire. Le cas de la Jordanie,

pour l'heure encore zone de stabilité au Proche Orient, est aussi à surveiller de près. Pour alimenter une ville comme Amman, déjà plus grande ville de réfugiés au Monde, on est aujourd'hui contraint d'aller chercher de l'eau fossile de la nappe de Disi située à 400 km. Le coût énergétique de ce transfert est très important dans un pays qui manque cruellement de ressources fossiles.

TENSIONS LIÉES À LA POLLUTION

La contamination de l'eau par des polluants industriels provoque aussi des tensions régionales. En 2005, l'explosion d'une usine chimique en Chine a entraîné la pollution du fleuve Songhua qui se jette dans le fleuve Heilongjiang, fleuve Amour en Russie. L'incident oblige alors les villes fluviales à couper temporairement l'approvisionnement en eau de 3,8 millions d'habitants et entraîne de fortes tensions diplomatiques entre les deux pays.

RÉFUGIÉS CLIMATIQUES

Les réfugiés climatiques ne sont pas exclusivement des populations côtières devant fuir la montée des eaux. Il y a aussi ceux qui manquent d'eau. 4 milliards d'individus seront soumis à un stress hydrique d'ici 2025, contre 400 millions en 1995. Au Yémen ou en Somalie, par exemple, la rareté de l'eau

va de toute évidence engendrer des réfugiés climatiques. Même chose en Syrie ou en Lybie avec les conséquences des guerres civiles dans des pays où l'approvisionnement en eau était déjà très sensible avant que les conflits n'éclatent.

INVESTIR POUR S'EN SORTIR

Malgré tous ces problèmes, la situation n'est pas une fatalité. Les pays qui investissent dans des infrastructures d'approvisionnement arrivent à s'en sortir. Citons l'Algérie partant pourtant avec un sérieux handicap dû à la guerre civile des années 90 et à des années de sous-investissement. La Chine fait également partie de ces acteurs qui trouvent des solutions (dérivation, désalinisation...) malgré une démographie galopante et des ressources en eau relativement rares dans certaines régions.



FRANCK GALLAND est diplômé en affaires internationales de l'École Supérieure de Commerce de Marseille. Expert reconnu des questions sécuritaires liées aux ressources en eau, il est l'auteur de deux ouvrages remarqués : *L'eau : géopolitique, enjeux, stratégies* (CNRS Editions, sept. 2008) et *Eau & conflits* (Editions Choiseul, janv. 2012)

CLAUS SORENSEN DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ECHO "L'eau, une priorité de l'action humanitaire"

UNION EUROPÉENNE Premier bailleur de l'aide humanitaire au monde, la Direction générale à l'aide humanitaire et à la protection civile de la Commission Européenne (ECHO) consacre près de 15% de son budget d'environ 1 milliard d'euros pour financer des programmes d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Dans les crises humanitaires, qu'elle est pour ECHO la place de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène pour les populations et pourquoi ?

Près de 300 millions de personnes sont affectés annuellement par des catastrophes (naturelles ou humaines). Elles se retrouvent alors sans accès à l'eau potable et à l'assainissement. Plus de 3000 enfants décèdent chaque jour de maladies diarrhéiques, et des milliers d'autres sont victimes de la malnutrition, aggravée par un manque d'accès en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA). Plus de 700 millions de personnes vivent en situation de pénurie chronique d'eau. D'ici 2050, les 3/4 de la population pourraient connaître une situation similaire. Ce stress hydrique exacerbe les conflits pour le contrôle des ressources naturelles et aggrave le phénomène de déplacements de populations. En Syrie, les coupures d'eau sont le déclencheur quasi automatique de mouvements de populations. Ce secteur est une priorité de l'action humanitaire qu'ECHO finance à hauteur de 15% de son budget annuel.

Où en est la Commission Européenne dans les pays en sortie de crise pour accompagner les populations de l'urgence vers la reconstruction puis le développement, notamment en matière d'infrastructures EHA ? Quels sont les objectifs à venir dans ce domaine ? ECHO, dont l'action est fondée sur l'impartialité et sur la base des seuls besoins vitaux, s'efforce à mieux travailler avec les acteurs du développement. Coordination, cohérence et complémentarité sont promus avec les autres bailleurs afin d'éviter les doubles emplois, d'assurer la durabilité, et de maximiser l'impact des ressources disponibles. Nous collaborons notamment avec les autres services de la Commission, et ceux des Etats Membres, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique européenne de renforcement de la résilience à l'égard des populations affectées par des crises huma-

nitaires. Certains de ces projets débouchent sur la construction et la gestion durable de systèmes d'EHA, mettant en évidence les approches innovantes et le potentiel de reproductibilité de ces systèmes à plus large échelle.

Un objectif "eau et assainissement" est-il une bonne chose dans les prochains Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies ? Considérez-vous que les situations d'urgence devraient figurer dans cet agenda ?

Naturellement. Ces deux actions se succèdent et se côtoient. Il serait donc opportun de créer une articulation entre l'action d'urgence (soit humanitaire et protection civile) et celle du développement durable dans l'après-2015 (et de Sendai). Face à des besoins humanitaires croissants, auxquels les acteurs humanitaires peinent à répondre, il est également indispensable de renforcer l'action du développement dans le secteur de l'EHA. Un objectif spécifique EHA serait souhaitable pour assurer la visibilité que le secteur mérite, et ainsi assurer le financement d'actions concrètes à venir.



CLAUS SORENSEN est DG de la Direction générale à l'aide humanitaire et à la protection civile de la Commission Européenne (ECHO), qui a pour mission de porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'Union européenne. Cette aide est directement orientée vers les populations en détresse, sans distinction de race, de religion ou d'opinion politique.



Construction d'une digue au Bangladesh.

RISQUES 90% DES CATASTROPHES NATURELLES SONT LIÉS À L'EAU

Inondations, sécheresses, tremblements de terre... Le nombre de personnes affectées par les catastrophes naturelles, dont 90% sont liées à l'eau, a dépassé les 250 millions lors de la dernière décennie. Dans ce contexte, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE intègre l'approche Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) dans ses secteurs d'interventions de la phase d'urgence à la reconstruction, en intégrant les populations et en prenant en compte les risques futurs.

Au niveau institutionnel, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE s'appuie sur le cadre d'action Hyogo 2005-2015¹ dont l'objectif est de renforcer la résilience des nations face aux catastrophes. L'association s'attachera à faire entendre sa voix sur l'importance de l'eau dans les politiques RRC lors de la conférence de Sendai au Japon du 14 au 18 mars.

1. Ce cadre a été élaboré par l'UNISDR, le secrétariat des Nations Unies pour la stratégie internationale de réduction des catastrophes, créée en 1999.



JACQUES OUDIN

“ Les acteurs locaux peuvent jouer, avec les ONG, un rôle fondamental dans l'accès à l'eau ”

BILAN À l'origine de la loi dite du “ 1 % solidaire ” pour l'eau qui porte son nom, Jacques Oudin revient sur les objectifs de ce programme et en fait le bilan après 10 ans d'existence.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE NIEL, RESPONSABLE DES PARTENARIATS CHEZ SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



Sénateur de Vendée de 1986 à 2004 et conseiller maître à la Cour des

comptes, JACQUES OUDIN a notamment fondé le Cercle français de l'eau qu'il a présidé jusqu'en 2004. Il est avec André Santini à l'origine de la loi dite du 1 % solidaire qui autorise les collectivités et des agences de l'eau à consacrer 1 % de leurs recettes à des actions de solidarité internationale consacrées à l'eau.

“ J'ai souhaité que la loi puisse élever le niveau de coopération dans les domaines de l'eau et l'assainissement ”

À l'époque, j'ai déposé la loi sous l'emprise de la nécessité. Des projets émanant d'acteurs publics en faveur de l'eau et de l'assainissement existaient déjà, mais dans un cadre législatif non sécurisé. Cette loi visait donc en premier lieu à sécuriser l'engagement de ces acteurs. Animé par l'esprit de Kyoto, j'ai voulu que nous soyons ambitieux et que la loi puisse également élever le niveau de coopération dans les domaines de l'eau et l'assainissement. Nous avons donc mis en place sur la base de la coopération et du volontariat, un dispositif qui permette aux consommateurs des pays riches d'aider les non consommateurs des pays pauvres.

“ Mon sentiment, 10 ans après ? ”

La montée en puissance du dispositif a été satisfaisante, mais le contexte politique et

financier a évolué. Et pas de manière positive. L'Aide Publique au Développement globale a diminué et les collectivités territoriales rencontrent des difficultés financières telles qu'elles ne peuvent que limiter leurs engagements.

“ Pour relancer la loi, il faut se concentrer sur des structures bien informées qui disposent d'une assise financière suffisante ”

Une des pistes pour relancer la loi serait de se concentrer sur des structures bien informées, structurées et ouvertes vers l'international qui disposeraient d'une assise financière suffisante. Je parle donc des régions, des agglomérations et des grands syndicats notamment départementaux. En coopération avec les grandes ONG spécialisées dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ces organismes peuvent jouer un rôle fondamental dans l'accès à l'eau et à l'assainissement des plus démunis.

10 ANS LOI OUDIN-SANTINI

Adoptée le 9 février 2005, la loi Oudin-Santini autorise les collectivités territoriales, les syndicats des eaux ou d'assainissement et les agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1 % des recettes des services d'eau et d'assainissement à des actions de solidarité internationale dédiées à ce secteur. En 10 ans, elle aura permis aux collectivités françaises et aux agences de l'eau de mobiliser 200 millions d'euros pour développer 1000 projets, au bénéfice d'une cinquantaine de pays différents. L'engagement indéfectible des ONG, des fondations et des acteurs locaux des pays du Nord et du Sud a intensifié cette coopération.

La loi aura également contribué significativement aux avancées vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement*. Poursuivre l'action que permet la loi Oudin-Santini concrétise l'espoir que l'accès à l'eau et à l'assainissement devienne le lot de tous et favorise le développement tant au Sud qu'au Nord, dans l'Europe pauvre, au moyen de nouveaux partenariats pour des projets innovants. Il s'agit d'une contribution concrète de notre pays pour atteindre les nouveaux Objectifs de Développement que la communauté internationale arrêtera pour les 15 années à venir lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies de septembre 2015.

* réduction de moitié des personnes ne bénéficiant pas d'un accès à une eau propre à la consommation et à un assainissement de base dans le monde.

1 % solidaire “ La dignité des populations ne peut être réduite à de simples chiffres ”

PAR ARNAUD COURTECUISSÉ, DIRECTEUR DU SERVICE INTERNATIONAL DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE QUI ACCOMPAGNE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL DANS SES ACTIONS D'URGENCE ET SES PROGRAMMES DE RECONSTRUCTION, AUX PHILIPPINES ET EN HAÏTI.

À L'INSTAR des 6 agences de l'eau françaises, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (AEAP) participe à l'effort collectif pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays fragiles via le dispositif “ 1 % solidaire ” mis en place par la loi Oudin-Santini. Nous apportons une aide financière, allant jusqu'à 50 % du coût des projets que nous présentent les ONG ou les collectivités locales. Une commission issue de notre Comité de Bassin évalue la pérennité du projet, l'appui à la gouvernance, la cohérence avec la politique nationale...

Permettre aux populations rescapées

un retour à la dignité et à un mode de vie décent, ne peut être réduit à de simples chiffres. C'est pour cela que nous faisons des missions d'évaluation sur le terrain pour rendre compte et communiquer sur les résultats obtenus. Le savoir-faire d'une organisation comme SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, son action et ses procédures sont tout à fait complémentaires de l'expertise des Agences sur la question de la protection des ressources en eau par exemple. De plus, nous facilitons les rencontres entre les ONG et les collectivités de notre bassin, qui peuvent déboucher sur des partenariats très efficaces et durables.

POUR ALLER PLUS LOIN www.eau-artois-picardie.fr/

Des partenariats de proximité pour des services publics pérennes

Les partenariats collectivités-ONG assurent une continuité nécessaire à l'apport de réponses adaptées aux demandes des populations.

PAR PIERRE-MARIE GRONDIN, PRÉSIDENT DU PROGRAMME SOLIDARITÉ EAU (PS-EAU), RÉSEAU DE PARTENAIRES ENGAGÉS POUR L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.



FACE au défi majeur de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, les collectivités territoriales et les agences de bassin françaises s'engagent avec de nombreux ONG, associations ou fondations, pour soutenir ou mener des actions de solidarité dans ce secteur. Sur les 10 dernières années, elles ont mobilisé pour cela près de 200M€, dont 150M€ par le biais du dispositif de la loi Oudin-Santini.

Près de 250 collectivités et syndicats des eaux, contribuent ainsi chaque année, en partageant aussi leur savoir-faire, à donner un accès durable aux services de base à 500 000 personnes dans le monde. En s'inscrivant dans la durée et dans le cadre de partenariats de territoire à territoire, construits sur des relations humaines, ces coopérations assurent une réelle continuité

nécessaire à l'apport de réponses adaptées aux demandes des populations. Cette contribution à l'accès à une eau potable et à un assainissement digne de ce nom n'est que le début d'un immense effort à fournir.

En cette année 2015, au cours de laquelle vont se définir les Objectifs de Développement Durable (ODD), l'accès à l'eau et l'assainissement doit absolument figurer parmi les grandes priorités. Les acteurs français, locaux et nationaux, apportent et apporteront leur savoir-faire, dans une démarche multi-acteurs cohérente, renforcée par la capitalisation des expériences et des programmes de recherche-action ambitieux, dans un objectif global de renforcement des compétences locales.

Source : pS-Eau (2014), La coopération décentralisée dans le secteur eau et assainissement, Bilan 2013

EN CHIFFRES

200

millions d'euros mobilisés

1 000

projets dans 50 pays différents

500 000

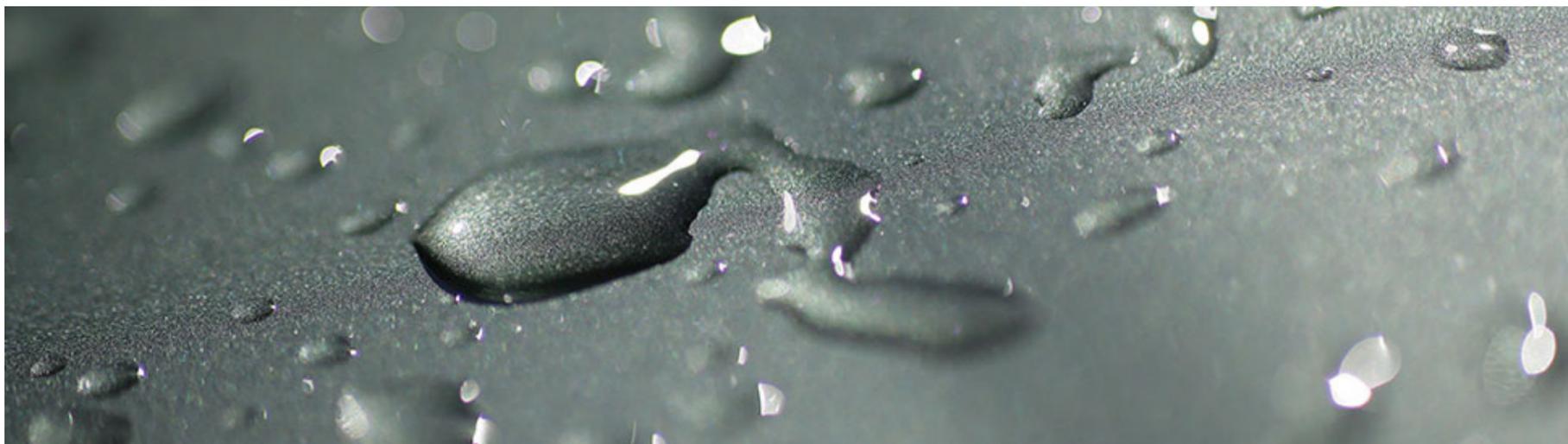
personnes ont eu accès durable aux services de base

250

collectivités et syndicats des eaux engagés chaque année

POUR ALLER PLUS LOIN legifrance.gouv.fr

POUR ALLER PLUS LOIN pseau.org



L'eau potable et l'assainissement pour tous en 2030, rêve ou réalité ?

DÉBAT À l'occasion de la publication de ce premier Baromètre de l'Eau, Alain Boinet, fondateur de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, a rencontré Gérard Payen, membre du Conseil pour l'eau et l'assainissement du secrétaire général des Nations unies (UNSGAB). Discussion entre un humanitaire et un expert international, pour qui l'accès à l'eau et à l'assainissement est une priorité majeure.



ALAIN BOINET Les Etats membres de l'ONU se préparent à définir, en septembre prochain, de nouveaux objectifs de développement pour la période

2015-2030. Mais avons-nous vraiment atteint les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) entre 2000 et 2015? Chez SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, nous avons des doutes à ce sujet.



GÉRARD PAYEN Depuis 2000, près d'un milliard et demi de personnes supplémentaires ont eu accès à des sources d'eau améliorées. En ce qui concerne

l'assainissement, on estime qu'entre 2000 et 2014, près d'1,3 milliard de personnes ont gagné un accès à des toilettes décentes. Si ces chiffres sont énormes, il faut être conscient que la population mondiale croît rapidement. Il faut donc regarder également ceux qui n'ont pas encore accès à l'eau potable et à des toilettes décentes. Ils sont toujours plusieurs milliards.

Justement, je me souviens que nous avons ensemble interpellé les Nations-Unies sur la réalité des chiffres et des progrès annoncés pendant de nombreuses années. Et pourtant l'ONU a voté une résolution en juillet 2010 faisant de l'accès à l'eau potable un droit humain. Nous en sommes loin !

En matière d'eau potable, la situation s'est bien améliorée pendant la période OMD. Le nombre de personnes qui partagent leurs sources d'eau avec des animaux (sources dites "non améliorées"), s'est réduit depuis 1990, passant de 1,2 milliard à moins de 800 millions. Le progrès est net. En matière d'assainissement, le progrès est également substantiel. Mais il y a toujours 2,5 milliards de personnes qui n'ont pas de toilette décente. Et grâce à une méthodologie mise au point par l'UNICEF et l'OMS, on sait aussi désormais qu'il y a au moins 2 milliards de personnes qui utilisent de l'eau contaminée par des matières fécales et donc dangereuse pour leur santé. Enfin, même si l'estimation est tout à fait imprécise, il y a entre 3 et 4 milliards de personnes dont les droits

de l'homme en matière d'accès à l'eau potable ne sont pas satisfaits.

Si l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est pour nous une urgence humanitaire, c'est d'abord parce que les maladies dites hydriques provoquées par l'eau insalubre tuent chaque années des millions d'êtres humains, principalement des enfants. Je suis surpris que l'on n'en parle pas plus. Y a-t-il des chiffres sur la réduction de cette hécatombe silencieuse ?

Les progrès constatés en matière d'eau potable et d'assainissement ont un impact majeur sur la mortalité, en particulier sur la mortalité infantile. On estime que, malgré l'augmentation de 15% de la population, le nombre annuel de décès dus aux diarrhées et aux maladies liées comme le choléra a été réduit d'un tiers entre 2000 et 2012. Il en résulte une baisse sensible du nombre annuel de décès liés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement aujourd'hui réduit à 2,6 millions.

Les progrès dont tu fais état ne sont pas également répartis dans le monde, et entre

zone rurale et urbaine. Nous constatons nous-mêmes ces distorsions sur le terrain dans nos missions.

C'est vrai, les besoins sont plus importants en milieu rural. Mais les progrès y sont notables. Là où le bât blesse, c'est la course poursuite entre la croissance urbaine et l'amélioration des services d'eau et d'assainissement en ville. Elle est aujourd'hui perdue par les pouvoirs publics, dans la mesure où il y a davantage de personnes sans accès à un robinet d'eau potable et à des toilettes décentes en ville qu'il y a 10 ans.

“ Entre 3 et 4 milliards de personnes dont les droits humains ne sont pas respectés ”

En septembre 2015 seront votés aux Nations Unies les nouveaux Objectifs du développement durable (ODD). à ce stade, 17 objectifs ont été retenus, dont un ODD pour l'eau qui cible en particulier l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, objectif pour lequel nous nous sommes beaucoup battus avec le Partenariat Français sur l'Eau (PFE). N'y a-t-il pas un risque de le voir oublier dans la version finale ?

Je suis assez confiant. La cible proposée aujourd'hui par la majorité des gouvernements est d'atteindre, à l'horizon 2030, l'accès universel à une eau véritablement potable dans des conditions satisfaisantes. Une autre cible envisagée est l'accès universel à des toilettes décentes. Ces deux cibles sont très ambitieuses. J'espère cependant qu'elles seront retenues car des milliards de personnes en ont besoin.

VOTREGOUTTEDEAU.ORG

UNE PÉTITION POUR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS

COMME BERNARD KOUCHNER, FLORENCE AUBENAS, THIERRY ARDISSON, TIKKEN JAH FAKOLY, GÉRARD PAYEN, CAMILLE LACOURT, PHILIPPE CROIZON, BERNARD DE LA VILLARDIÈRE, PATRICE FRANCESCHI, ANDRÉ SANTINI, KRISTALINA GEORGIEVA... SIGNEZ LA PÉTITION DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL :

- » pour agir contre la première cause de mortalité au monde, l'eau insalubre
- » pour que chaque être humain ait accès à l'eau potable et à l'assainissement
- » pour que les Nations Unies prennent enfin les engagements forts et indispensables que ce fléau impose
- » pour asseoir la présence SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et des sujets qu'elle porte au 7^e Forum Mondial de l'Eau en Corée du 12 au 17 avril 2015

Mais cet objectif affiché ne risque-t-il pas de rester lettre morte, à l'image de la résolution de l'ONU en juillet 2010, faisant de l'eau potable un droit humain ? Il faut passer de la déclaration d'intention à la réalisation.

Le progrès vers l'ODD Eau va être mesuré. Cet ODD va ainsi devenir un outil opérationnel qui va pousser à une meilleure satisfaction de ce droit de l'homme. Pour atteindre les cibles qui vont être adoptées en septembre 2015 il faudra une accélération des politiques nationales. Les cadences actuelles ne seront pas suffisantes. Pour l'accès universel à l'eau potable, il va falloir, en 15 ans, améliorer le sort de 2 milliards de personnes. Pour l'accès aux toilettes, il va falloir faire, d'ici 2030, ce qui jusqu'à présent était pas estimé envisageable avant la seconde moitié du siècle.

Mais le diable se cache souvent dans les détails... Et les conditions et les contraintes ne manqueront pas d'être évoquées, tels les indicateurs de référence et les ressources financières nécessaires. Comment réunir les moyens de ces objectifs ?

Pour l'eau potable et l'assainissement, c'est clairement une question de priorité dans les budgets nationaux. Les gouvernements qui fixent l'accès à l'eau potable et l'assainissement comme priorité majeure y arrivent. Le coût de l'accès à l'eau n'est pas insurmontable pour la plupart des pays. Dans les plus pauvres, il y a quand même une aide internationale importante. Ce n'est donc pas irréaliste. Mais il faut une véritable volonté politique à tous les niveaux.

Je constate que les situations humanitaires de guerre et de catastrophe sont le plus souvent oubliées des politiques de déve-

“ Il y a plus d'urbains sans accès à un robinet d'eau potable et à des toilettes décentes qu'il y a 10 ans. ”

loppement. Elles concernent pourtant des dizaines de pays et des centaines de millions d'êtres humains dans les pires situations. Cela doit changer. Qu'en penses-tu ?

Concernant les catastrophes, il est probable qu'une cible ODD visera la réduction des pertes humaines et économiques qu'elles occasionnent. Aujourd'hui, on considère que plus de 80% des catastrophes sont liées à l'eau. Le programme des ODD devrait ainsi permettre de mieux répondre aux catastrophes liées à l'eau. Pour les zones de conflits, c'est autre chose et il faut les considérer dans le cadre de l'ODD dédié à la paix.

GÉRARD PAYEN, membre du Conseil pour l'eau et l'assainissement du secrétaire général des Nations unies (UNSGAB) travaille depuis plus de 30 ans à la résolution de problèmes liés à l'eau. Président d'AquaFed, la fédération internationale des opérateurs privés de services d'eau, il est également membre de (re)sources, un Laboratoire d'idées dédié à l'eau et l'énergie qui réunit professionnels de l'eau et de l'énergie, universitaires, personnalités politiques, responsables d'ONG et d'organisations internationales. re-sources-network.com



“ Jamais auparavant le monde n’a eu à faire face à un défi aussi complexe dans une seule année, l’année 2015. Et cette unique opportunité ne se représentera pas pour notre génération ”

BAN KI MOON,

Secrétaire Général des Nations unies, décembre 2014

2015 : une année cruciale pour l’eau souvent oubliée dans les enceintes internationales

TEMPS FORTS Les 120 acteurs français actifs à l’international au sein du Partenariat Français pour l’Eau (PFE) font totalement leur cette déclaration de Ban Ki Moon et se sont organisés collectivement depuis de longs mois pour porter, en lien avec leurs nombreux partenaires internationaux, leurs contributions lors des cinq grands rendez-vous à venir.

PAR PHILIPPE GUETTIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L’EAU

14-18 MARS

Conférence de Sendai (Japon) sur le cadre post 2015 pour la réduction des risques de désastres

L’eau étant concernée dans la plupart des désastres sur notre planète, il est impératif qu’elle trouve une place importante dans le futur cadre d’action que la communauté internationale va retenir pour l’après-2015.

12-17 AVRIL

7^e Forum mondial de l’eau de Daegu-Gyeongbuk (Corée du Sud)

La communauté internationale de l’eau doit utiliser ce Forum pour porter haut et fort sa voix pour faciliter la mise en œuvre des décisions prises à Sendai et apporter ses éclairages en termes de bonnes pratiques aux accords onusiens qui suivront d’ici la fin 2015.

13-26 JUILLET

3^e Conférence internationale sur le financement du développement, Addis Abeba (Ethiopie)

L’eau doit être reconnue comme une véritable priorité dans les financements internationaux et surtout nationaux.

FIN SEPTEMBRE

Assemblée Générale des Nations unies (New York) et adoption de l’Agenda post 2015 qui fixera les priorités de la communauté internationale pour les 15 années à venir : un Objectif Eau ambitieux prévoyant l’accès universel à l’eau potable et à l’assainissement, la réduction des pollutions, la gestion intégrée des ressources, l’efficacité des usages et la protection de la biodiversité aquatique ainsi qu’un véritable système de suivi des progrès fondé sur des indicateurs simples et fiables doivent être retenus.

30 NOVEMBRE - 12 DÉCEMBRE

21^e Conférence des Parties à la Convention Climat (COP 21, Le Bourget)

L’eau doit être au cœur du volet adaptation au dérèglement climatique de l’accord contraignant retenu face à l’aggravation des risques majeurs qui y sont liés et les fonds internationaux sur le climat doivent intégrer ce secteur dans leurs priorités.

L’OCCASION EST UNIQUE.

Faisons bouger tous ensemble la communauté internationale et ses bailleurs de fonds. Renforçons sa dimension eau et portons nos contributions, fortes de nombreuses années d’expérience en France et à l’international.

LES ENJEUX SONT MAJEURS :

la gestion intégrée des ressources en eau reste marginale dans le monde. 7500 personnes, dont 5000 enfants, meurent chaque jour du fait de l’absence d’assainissement (C. de Albuquerque, rapporteuse spéciale des Nations Unies 2012). 1,8 milliard de personnes utilisent une eau contaminée par des matières fécales (OMS-UNICEF 2014). 2,6 milliards n’ont pas accès à un assainissement digne (JMP 2014). 90% des pollutions sont rejetées sans traitement dans les pays en développement (UN Water 2012).